

Le discours de M. Jules FERRY sur la politique coloniale

Il n'est pas difficile de deviner pourquoi les partis monarchiques en veulent tant à notre politique coloniale, aux expéditions de Tunisie et du Tonkin. C'est que ces expéditions, entreprises toutes deux pour des motifs d'honneur national et si heureusement terminées, peuvent être comptées à la République parmi ses œuvres les plus méritoires et qu'ils sont jaloux de tout ce qui la rehausse en rehaussant le pays.

L'expédition de Madagascar, dont il est question depuis quelques jours à la Chambre, a eu également pour cause la violation de nos droits : elle aura certainement le même résultat heureux.

Voilà ce qui exaspère les réactionnaires et les alliés que la passion de la rancune politique leur a fait trouver à l'extrême-gauche.

Plus les critiques des coalisés sont violentes, plus on doit croire - étant donné leur caractère d'opposition systématique- que les choses qu'ils attaquent sont non seulement justifiables, mais essentiellement dignes de louanges.

Les adversaires de la politique coloniale affectaient de penser que M. Jules Ferry n'oserait pas en prendre la défense... Ils avaient tout fait pour le réduire au silence et l'empêcher de dire au pays la vérité sur une question qu'ils ont placée depuis longtemps au premier rang des moyens électoraux qu'ils se proposent d'exploiter.

Cela étant, ils ont dû éprouver mardi une bien grande déception, car, en dépit d'interruptions continues, M. Jules Ferry a défendu magistralement, devant la Chambre, la politique coloniale et a

concentré, dans une argumentation puissante, toutes les raisons qui militent en faveur d'un système d'expansion extérieure.

Aucune objection ne lui a échappé, aucune difficulté n'a été esquivée par l'orateur. La majorité n'a pas épargné ses applaudissements au pacificateur du Tonkin. Cette majorité, qu'on disait dispersée et comme affaissée, s'est ressaisie, a montré qu'elle existait toujours et qu'elle n'abandonnait rien des doctrines qu'elle a défendues au grand profit des droits et des intérêts de la France. Le grand parti républicain progressiste et gouvernemental, qu'on prétendait avoir été décapité, a fait comprendre qu'il n'était pas embarrassé de trouver des chefs et qu'il ne ménagerait jamais sa confiance aux hommes d'Etat qui portent avec fierté et courage la responsabilité du pouvoir.

Nous allons maintenant donner les principaux passages du discours de M. Ferry. Nous passons le préambule pour entrer avec l'orateur au cœur du sujet :

« Dans les deux jours qui ont été consacrés au débat sur les crédits de Madagascar, l'opposition n'a pas gardé la même attitude. Samedi, on parlait de voter contre les crédits, lundi, l'aspect est changé et l'opposition a visiblement molli.

« Qu'est-ce qui a produit ce changement? Il a suffi pour cela que M. le ministre des affaires étrangères, organe d'un gouvernement qui a le dépôt des traditions, des intérêts, de l'honneur de la France, vint rappeler avec simplicité, avec clarté, avec fermeté à tous les contempteurs de la politique coloniale, prise en bloc, et des expéditions lointaines, qu'il y en a pourtant qui sont légitimes; que la France a des traditions et des droits, dont il n'est pas permis, à la suite d'un changement ministériel, de rompre la continuité ; que l'entreprise de Madagascar n'est pas l'oeuvre d'un cabinet, mais

d'une série de cabinets, que nous l'avions reçue des mains de M. de Freycinet comme nous la lui avons rendue et qu'il ne suffirait plus désormais de jeter dans les compétitions électorales, dans l'arène des partis, ces mots d'expéditions lointaines, de politique d'aventures. Ce n'est point la une critique sérieuse, puisque, de l'aveu d'un gouvernement qui a la confiance de tous, et de par le vote d'une majorité considérable, prise sur tous les bancs de la Chambre, il y a des expéditions lointaines qui sont légitimes parce que les intérêts, l'honneur du pays les réclament.

« Il m'a paru qu'il fallait faire cette constatation devant vous, majorité républicaine, qu'on se proposait de traîner devant le corps électoral, sur la claie des aventures lointaines...

« Comme le disait bien M. Ballue, dans sa vaillante harangue, cette majorité peut se présenter devant le pays le front haut, sans cacher son drapeau dans sa poche, car dès aujourd'hui il est avéré que de ces trois guerres qu'on lui reproche deux sont terminées à l'honneur, au grand profit du pays.

« N'a-t-on pas ici, et surtout ailleurs, représenté la politique coloniale comme une sorte de conception délirante et conquérante? N'en a-t-on pas représenté les partisans comme des paladins allant au hasard à travers le monde, à la recherche d'aventures coûteuses et lointaines?

« Il n'y a jamais eu une pareille politique coloniale ; et il faut que l'esprit de parti ait bien obscurci la réalité pour qu'on puisse imaginer qu'un gouvernement quelconque ait jamais conçu une pareille folie.

« Si, au contraire, vous voulez dire que la politique d'expansion coloniale se fonde sur des raisons politiques, économiques, si vous dites qu'elle doit se rattacher à un ensemble de vues, de

considérations, à des conceptions élevées, dont un grand pays comme la France a toujours le culte, si vous me demandez cela, je vous répondrai : Oui, nous avons une politique coloniale fondée sur un système.

« Il n'y a pas en ce monde d'autre politique que celle qui est fondée sur le bon sens. Voilà notre politique, et j'ajoute qu'elle ressemble, à s'y méprendre, à celle du gouvernement qui nous a succédé.

« C'est un grand bonheur de voir que la politique traditionnelle de la France ne change pas avec les dépositaires du pouvoir, le cabinet actuel n'a pas hésité à le déclarer ».

L'orateur s'attache ensuite à montrer l'utilité des colonies pour une grande nation comme la France, au triple point de vue économique, humanitaire et politique ».

Au point de vue économique, il prouve que les colonies sont d'utiles débouchés pour la France, témoin l'Algérie, dont la conquête n'a pas été moins critiquée au début que celle du Tonkin, et qui a donné de grands résultats. Au point de vue humanitaire, il maintient, sans en rien retrancher, le droit pour « les races supérieures de civiliser les races inférieures » (?) et de leur apporter avec la civilisation le bien-être et la lumière.

M. Jules Ferry arrive enfin à la troisième partie de sa thèse, au troisième point de vue, c'est-à-dire au point de vue politique. Est-il de bonne et sage politique aujourd'hui, dans notre situation en Europe, de faire de la politique d'expansion coloniale ? Oui, n'hésite pas à répondre l'ancien président du conseil.

« La véritable question qu'il convient de poser ici en termes clairs et précis est celle-ci : Est-ce que le recueillement qui s'impose

aux nations éprouvées par de grands malheurs doit se résoudre en une abdication ?

« Est-ce que parce qu'une politique détestable, visionnaire et aveugle a jeté la France où vous savez, nous ne devons plus avoir de politique européenne ?

« Est-ce qu'absorbés par la contemplation de cette blessure qui saigne toujours nous devons laisser d'autres que nous s'établir en Tunisie, d'autres que nous faire la police sur le fleuve Rouge, d'autres que nous se disputer les régions de l'Afrique équatoriale, d'autres que nous régler les affaires égyptiennes, qui sont par tant et de si grands côtés des affaires vraiment françaises ?

« Je sais que cette théorie existe ; elle est celle d'esprits sincères et convaincus qui pensent que la France ne doit avoir désormais qu'une politique continentale. Je leur demanderai alors d'aller jusqu'au bout et de faire ce que comporte la logique de leur système, de se débarrasser de ce gros budget de la marine qui impose à notre Trésor des sacrifices si considérables.

« Si nous ne devons plus être qu'une puissance continentale, couvrons nos côtes de torpilles et supprimons nos escadres. Nous n'avons plus besoin de cuirassés ni de croiseurs !

« Mais si personne n'ose accepter cette conséquence logique, qu'on cesse de calomnier notre politique coloniale, car c'est aussi pour notre marine que sont faites nos colonies.

« Ces étapes de l'Indo-Chine et de Madagascar sont, en effet, des étapes nécessaires pour la sécurité de notre navigation. Actuellement un navire de guerre ne peut pas porter pour plus de quatorze jours de charbon et, quand il n'a pas de charbon, c'est une épave sur la surface des mers abandonnée au premier occupant, d'où

la nécessité d'avoir, à des distances qu'il est facile de calculer, des rades d'approvisionnement sur la surface des mers, des ports de défense et de ravitaillement,

« Et c'est pour cela qu'il nous fallait la Tunisie, Saïgon et la Cochinchine, et qu'il nous faut Madagascar; c'est pour cela que nous sommes à Diego Suarez et à Vohémar et que nous ne les quitterons jamais.

« Dans l'Europe, telle qu'elle est faite, dans cette concurrence de tant de rivaux qui grandissent autour de nous, les uns par les perfectionnements militaires et maritimes, les autres par le développement prodigieux de la population ; dans un univers ainsi fait, la politique de recueillement et d'abstention, c'est le grand chemin de la décadence ; les nations ne sont grandes que par l'activité qu'elles développent, ce n'est pas par le rayonnement pacifique qu'elles sont grandes à l'heure qu'il est.

« Rayonner sans agir, sans se mêler des affaires du monde, en se tenant à l'écart de toutes les combinaisons européennes, en regardant comme un piège, comme une aventure, toute expansion en Afrique ou dans l'Orient, vivre ainsi, c'est abdiquer, et bien vite, c'est descendre du premier rang au troisième et quatrième, et plus rapidement qu'on ne pense.

« Personne ne peut envisager une telle destinée pour notre pays.

« Donc, nous devons nous mettre en mesure de faire ce que font les autres nations, et, puisque la politique d'expansion coloniale est le mouvement général des puissances européennes, nous devons en prendre notre part.

«Je comprends bien les partis monarchiques quand ils s'indignent de voir la République française prétendre à faire autre

chose que de la politique de réserve, de pot-au-feu, permettez-moi l'expression.

« Je comprends que les représentants des monarchies déchues veuillent imposer cette politique là à la France. Ils ne vous dissimulent pas qu'ils estiment qu'une politique capable de vastes desseins et de grandes pensées est l'apanage de la monarchie.

« Un gouvernement démocratique, à leurs yeux, est un gouvernement rabaisant toutes choses, la politique comme le reste...

« Quand les républicains sont arrivés aux affaires en 1879, ils ont donné un démenti à ces lugubres prophéties, et ils ont montré dans tout ce qu'ils ont entrepris, dans les travaux publics, dans la construction des écoles, aussi bien que dans les hardiesses de leur politique d'expansion coloniale, qu'ils avaient le sentiment de la grandeur de la France, qu'ils comprenaient bien qu'il faut à une nation comme la France d'autres horizons et un autre idéal qu'à la libre Belgique ou à la Suisse républicaine . La France ne veut pas être seulement un pays libre, mais un grand pays, exerçant son influence sur les destinées du monde et répandant, partout où il peut les porter, ses mœurs, sa langue, ses armes, son drapeau, son génie.

« Vous direz cela au pays, et comme c'est toujours le même procès qu'on fait à votre politique, qu'il s'agisse de travaux publics, ou de constructions d'écoles, ou de politique coloniale, vous direz au corps électoral : voilà ce que nous avons voulu faire.

« Et, soyez tranquilles, la France n'a jamais tenu rigueur à ceux qui ont voulu passionnément sa grandeur matérielle, morale et intellectuelle. »

Voilà de grandes et nobles paroles : le remarquable discours de M. Jules Ferry a produit un effet moral, qui a été considérable à la Chambre, et qui ne le sera pas moins dans le pays.

Le Finistère, 1^{er} août 2020
